

## SARKOZY EN SYRIE

# Tout pour repositionner la France et l'UE dans la résolution des conflits internationaux

**A défaut de sortir du sommet quadripartite de Damas avec des décisions qu'il pourrait brandir en bandoulière et notamment une place de choix dans la résolution des conflits au Proche-Orient, Sarkozy revient à Paris avec trois contrats pour Total.**

De notre bureau à Paris, Khadidja Baba-Ahmed

En se déplaçant mercredi et jeudi derniers en Syrie, le président français Sarkozy était en totale cohérence avec ce qu'il avait déjà engagé en juillet dernier lors du sommet de l'Union pour la méditerranée en invitant à Paris le président syrien alors que ce dernier était isolé de tous les pays occidentaux.

Il a cherché à poursuivre les efforts en vue de positionner son pays, la France, comme interlocuteur de poids au Proche-Orient et marquer sa présidence du Conseil de l'Union européenne (qu'il assure jusqu'en janvier) de quelques

progrès tangibles qui seront inscrits à son actif de cette présidence européenne et, par exemple, utiliser la Syrie pour amener l'Iran à renoncer au nucléaire.

Peine perdue : sur ce dernier point, essentiel lors de cette rencontre, le président Bachar Al Assad a été on ne peut plus clair : «Le nucléaire iranien est civil et non militaire.»

Reste le rôle que pourrait jouer la France et l'Union européenne dans les négociations indirectes (par l'entremise de la Turquie) entre la Syrie et Israël, reprises en mai dernier après une interruption de 8 ans : la France peut jouer un rôle «en soutien» ces négociations



«Booster» le rôle de la France et de l'UE sur la scène diplomatique proche-orientale.

mais rien ne peut se faire, d'abord avant la prochaine présidentielle américaine et l'arrivée d'une nouvelle administration américaine

qui croit en ces négociations, et ensuite, pas dans cette conjoncture actuelle marquée par la démission prochaine du Premier ministre israélien et celle

récente du représentant israélien.

Lors du mini-sommet quadripartite qui a réuni jeudi matin, durant une petite heure à Damas, outre Sarkozy et Bachar Al-Assad, le cheikh Hamad El-Thani, émir du Qatar, et le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, Nicolas Sarkozy a dû se rendre à l'évidence : la France seule, et même l'Europe sous présidence de l'Hexagone, ne pourra beaucoup avancer dans le Proche-Orient.

Cela n'est pourtant pas fait pour décourager le trépanant et infatigable Sarkozy, qui en réponse à ceux qui lui font remarquer que la France n'a pas à être

partout, répond en persistant, signant et justifiant : «Ce n'est pas une folie que de s'occuper de tous les conflits de la région en même temps. Je crois, qu'au contraire, c'est sage, car tous se tiennent... sont interdépendants.»

Les nouveaux positionnements politiques souhaités par Sarkozy n'éclipsent jamais, cela va de soi, les intérêts économiques. En l'occurrence et pour ce voyage à Damas, la moisson a été fructueuse : trois contrats pour Total dont le directeur-général exécutif accompagnait Sarkozy dans son voyage.

Ainsi, le pétrolier français se voit proroger pour dix ans (jusqu'en 2021), le permis d'exploitation du gisement qu'il exploite avec la Syrian Petroleum Company dans à Deir Ez Zor. Un deuxième accord consiste à développer en commun des projets pétroliers et gaziers avec la Syrian Petroleum Company et la Syrian Gas Company et, enfin, le dernier accord envisage l'augmentation des livraisons de gaz à la Syrie pour le marché intérieur syrien par Total à partir de l'usine de Deir Ez Zor.

En 2007, le pétrolier français produisait dans ce pays 29 000 barils équivalents pétrole par jour pour la consommation intérieure syrienne.

K. B.-A.

## THAÏLANDE

## Le Premier ministre envisage la levée de l'état d'urgence

**Le Premier ministre thaïlandais, Samak Sundaravej, a déclaré, hier, qu'il examinerait dans les prochains jours la possibilité de lever l'état d'urgence à Bangkok après le refus de l'armée d'utiliser ses pouvoirs spéciaux pour disperser des manifestants retranchés au siège du gouvernement, rapportent des médias.**

«On n'a pas besoin d'état d'urgence car personne ne s'y est conformé», a indiqué hier M. Samak à la presse, et d'ajouter : «Comme les gens ne s'y conforment pas, j'examinerai (dans les prochains jours), la possibilité de le lever.»

Jeudi, le gouvernement a lancé l'idée d'un référendum national pour tenter de

sortir de l'impasse et, vendredi, M. Samak a estimé que «ce serait la meilleure solution». De son côté, l'opposition parlementaire a estimé qu'un référendum ne réglerait pas le problème et elle s'est montrée favorable à la dissolution de la Chambre basse et à la convocation de nouvelles législatives. Le Premier ministre avait proclamé

l'état d'urgence mardi dernier dans la capitale thaïlandaise après les affrontements entre partisans et adversaires du gouvernement. L'état d'urgence avait donné au chef de l'armée, le général Anupong Paojinda, la possibilité de rétablir l'ordre mais le général a prôné des négociations et refusé de recourir à la force pour déloger les manifestants qui campent depuis le 26 août sur les pelouses du complexe abritant les bureaux du Premier ministre. L'état d'urgence a été totalement ignoré par les milliers de manifestants encore retranchés au siège

du gouvernement. De nombreuses manifestations ont eu lieu ces derniers jours à Bangkok en vue d'obtenir la démission du Premier ministre accusé par l'Alliance du peuple pour la démocratie (PAD), d'être un «homme lige» de l'ancien chef du gouvernement Thaksin Shinawatra renversé par un coup d'Etat militaire sans effusion de sang en 2006 et réfugié en Grande-Bretagne.

Les manifestations avaient dégénéré en heurts entre partisans et adversaires de M. Samak, faisant un mort et une quarantaine de blessés

## BOLIVIE

## L'opposition décide d'intensifier les manifestations anti-gouvernementales

**Les gouverneurs des régions de Bolivie opposées au gouvernement du président socialiste Evo Morales ont décidé d'intensifier les manifestations anti-gouvernementales, tout en brandissant la menace de blocus des exportations de gaz vers le Brésil et l'Argentine, ont rapporté hier des médias.**

Les gouverneurs des cinq régions de Santa Cruz (est), Tarija (sud), Beni et Pando au nord et Chuquisaca (sud) ont exprimé leur rejet après la décision de M. Morales de faire passer son projet controversé de Constitution par référendum le 7 décembre prochain. Le dialogue politique est rompu depuis huit mois entre le gouvernement et l'opposition libérale qui rejette le projet de

Constitution, qualifié «d'indigéniste et d'étatiste» et réclame la reconnaissance des autonomies régionales ainsi que la dévolution d'un impôt sur les hydrocarbures. Mercredi, lors d'une réunion d'urgence de l'opposition dans la région de Santa Cruz, moteur économique de la Bolivie, les gouverneurs ont décidé «d'intensifier le blocage des routes dans leurs cinq régions» respectives.

L'opposition a aussi exigé que le gouvernement double le prix de vente du gaz, la principale richesse du pays, à l'Argentine et au Brésil (entre 7 et 9 dollars par million de BTU), un prix assez bas sur le marché international.

La Bolivie fournit entre 32 et 34 millions de mètres cubes par jour à l'Argentine et au Brésil. Les gouverneurs «rebelle», comme les qualifie la presse locale, ont averti qu'ils refuseraient d'organiser un référendum dans leurs régions, riches en ressources agricoles et hydrocarbures, arguant que la constitution

réflétait seulement l'esprit du monde andin et rural de l'Altiplano.

Devant les menaces de violences, les autorités ont décidé d'envoyer mardi des détachements de l'armée et de la police dans plusieurs régions pour protéger des gisements de gaz mais aussi des bâtiments publics (douanes et impôts) et des centraux téléphoniques.

Le ministre de l'Intérieur Alfredo Rada a accusé mercredi les gouverneurs soutenant l'autonomie des régions et le libéralisme économique, de chercher «le séparatisme et la division» de la Bolivie.

## PAKISTAN

## Au moins 5 femmes et enfants tués par un missile de l'armée américaine

Au moins trois enfants et deux femmes ont été tués, hier, dans le nord-ouest du Pakistan par trois missiles tirés par des avions sans pilote, appartenant apparemment aux troupes américaines basées en Afghanistan, selon des sources militaires.

«Trois enfants et deux femmes ont été tués», a précisé une source des services de sécurité.

Les missiles se sont abattus sur deux maisons du village de Goorweck Baipali, dans le district du Waziristan du Nord, réputé être un bastion des talibans pakistanais et de combattants étrangers d'Al-Qaïda, a déclaré un haut responsable des services de sécurité.

Ces informations n'ont pu être confirmées par d'autres sources mais, selon des correspondants de presse, ces derniers temps, des missiles américains s'abattent quasi-quotidiennement sur les zones tribales pakistanaises frontalières avec l'Afghanistan, où Washington assure qu'Al-Qaïda et les talibans afghans ont reconstitué leurs forces.

Cette nouvelle frappe survient deux jours après le premier raid connu des forces américaines d'Afghanistan en territoire pakistanais, qui a tué, selon Islamabad, au moins 15 civils, dont des femmes et des enfants.

Pour sa part, Washington a refusé jusqu'alors de commenter cette information, mais ne l'a pas démentie.